



Le cadre de la suppression de l'information: l'opinion publique dans l'état policier étasunien du XXIème siècle

Par [James F. Tracy](#)

Mondialisation.ca, 25 mai 2012

25 mai 2012

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),
[Services de renseignements](#)

Le cadre de l'état policier pour la suppression de l'information et de l'opinion menace sans conteste toutes les formes de pensée indépendante et apparaît vouloir s'intensifier alors que la "guerre contre la terreur" continue. Comme le révèle la récente émergence des plans étasuniens pour des camps de rééducation et d'endoctrinement, l'ennemi réel des gouvernements occidentaux est la capacité pour les gens d'exercer une pensée critique dans l'optique d'intervenir et de changer les processus politico-économiques.

L'opinion publique, définie au XIXème siècle par le penseur politique anglais William MacKinnon comme étant "ce sentiment sur n'importe quel sujet qui est entretenu par des personnes les mieux informées, les plus intelligentes et les plus morales de la communauté", est fondamentalement en porte-à-faux avec les prérogatives de l'état policier aussi exemplifié dans les récents documents du département américain de la sécurité de la patrie (NdT: le Department of Homeland Security ou DHS, la Stasi / Securitate de l'empire du goulag levant, anciennement connu sous le nom d'Etats-Unis d'Amérique)

Le mode de pensée technocratique d'agences telles le DHS et le FBI, qui supervise les procédures de police fédérales, d'état et locales, cherche à court-circuiter et museler la dissidence en identifiant les pensées transgressives, qui dévieraient d'une normalité assumée, pour les relier ensuite avec des menaces perçues ou des actions violentes contre l'état. Dans un grand exercice gouvernemental de style freudien, l'utilisation par le DHS de termes tels que "terroriste" et "extrémiste" est routinière afin d'insister sur la nature et le degré des différents groupes d'activistes et leur soi-disantes idéologies déviantes. Cette pratique continue à être encouragée alors même que la grande majorité des actes "terroristes" sur le sol des Etats-Unis depuis le 11 Septembre 2001, ont été soigneusement télécommandés par le FBI ou, comme ce fut le cas pour le premier "terroriste au slip explosif", par des agences de renseignement occidentales agissant de concert.

Un document de Novembre 2011 du DHS intitulé: "Lexique du terrorisme domestique et de l'extrémisme violent au sein de la nation", est le modèle de codification récent de l'agence pour instruire et aider les fonctionnaires à reconnaître "des menaces terroristes contre les Etats-Unis en facilitant la compréhension des termes et conditions communs qui décrivent le mieux les menaces terroristes aux Etats-Unis (sic)".

Puis, d'une manière qui sera familière à ceux qui comprennent les tactiques de groupes comme le Southern Poverty Law Center, une vaste zone de poursuites d'activistes au

travers du spectre politique total tels que: “les anarchistes extrémistes”, Les extrémistes des droits des animaux”, les “extrémistes anti-avortement”, les “extrémistes des droits de l’environnement”, sont étiquetés de manière calomnieuse et définis aux côtés d’autres groupes et termes désignés comme: “extrémistes skinheads racistes”, “extrémistes violents locaux”, “radicalisation” et “terrorisme”.

Ainsi avec la litanie de législations totalitaires comme le Patriot Act, qui potentiellement jette l’état policier militarisé contre la population américaine par le biais des définitions intentionnellement ambiguës du DHS telles que celles de “terrorisme” ou de “radicalisation”, venant de manière très proche à classer la pensée et l’expression critiques comme presque une sorte de terrorisme.

“Le terrorisme” est défini comme étant “tout acte qui est dangereux pour la vie humaine, l’infrastructure critique ou les ressources clé et qui apparaît avoir été intentionnel afin d’intimider, de forcer une population civile à influencer la politique d’un gouvernement par l’intimidation ou la coercition (sic)”. Sous une telle définition, la protestation sociale n’est pas permise. Après tout, toute manifestation efficace cherche par des moyens différents à pétitionner les autorités pour redresser une situation défectueuse.

Le terme curieux de “radicalisation” sera d’un intérêt tout spécifique pour les universitaires et journalistes capables de s’engager et d’examiner des sujets controversifs et être attentifs à ce que leurs élèves ou lecteurs ne deviennent suffisamment passionnés et ne pèsent sur les événements d’une manière conséquente. D’après le DHS, une personne est “radicalisée” par l’endoctrination “d’un système de croyance non-violent à un système de croyance qui inclut la volonté de promouvoir de manière active, d’aider ou d’utiliser la violence comme méthode pour affecter ou changer la souche politico-sociale de la société.”

Aux côtés de la vague définition du terrorisme par le DHS et les prérogatives plus larges de l’idéologie et de la pratique de l’état policier, la “violence” peut toujours être considérée de différentes façons, comme une personne ayant une distinction raciale certaine s’asseyant sur le devant d’un autobus marqué pour la ségrégation, ou un citoyen concerné occupant la réception d’une banque zombie.

En réalité, la véritable cible de ces méthodes de flicage est le petit pourcentage de la population qui a de quelque manière que ce soit, échappé au processus forcé de “déradicalisation”, ceux qui en d’autres termes, possèdent toujours la capacité de penser et d’agir de manière critique sur des sujets politiques pertinents.

En fait, il n’est pas insensé de dire que les États-Unis ne sont qu’à une attaque terroriste sérieuse ou une perturbation civile de masse de l’application d’une politique de muselage sérieux de la circulation des idées, ceci étant rendu de plus en plus facile pour les autorités avec la configuration centralisée de l’internet. La société sera alors laissée aux mains de médias corporatistes et de leur incapacité habituelle (ou leur refus) d’examiner honnêtement et de dénoncer la nature et les pratiques corrompues de l’état de sécurité nationale.

Avec les médias alternatifs donnant une très vaste variété d’analyses et de perspectives, la ligne de démarcation entre la pensée critique et le terrorisme souligné par les documents du gouvernement est compréhensible. Des esprits pas totalement régulés ou sous contrôle et le risque d’éveil (de radicalisation) par une épiphanie déclanchée par un professeur, un journaliste ou un écrivain, sujet à encourager des crimes de la pensée, peuvent devenir

“radicalisés” et perpétrer des “activités terroristes”. Ils pourraient par exemple, reconnaître et critiquer la “guerre contre la terreur” comme n’étant qu’un mensonge monstrueux et extravagant.

De plus, des individus capables de posséder, d’articuler et d’agir suivant un train d’idées et d’information sensées, d’exercer une opinion auto-déterminée parce qu’informée au delà de leur sécurité et bien-être, n’ont de fait absolument pas besoin qu’un état policier les “protège” ; voilà selon toute vraisemblance pourquoi la pensée critique et l’opinion publique informée sont les pires ennemis du Nouvel Ordre Mondial.

Article original en anglais : <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=30947>

Traduction par [Résistance 71](#)

James F. Tracy est assistant professeur au Media Studies de la Florida Atlantic University.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [James F. Tracy](#), Mondialisation.ca, 2012

Articles Par : [James F. Tracy](#)
<https://jamesftracy.wordpress.com/>

A propos :

James F. Tracy was a tenured Associate Professor of Journalism and Media Studies at Florida Atlantic University from 2002 to 2016. He was fired by FAU ostensibly for violating the university's policies imposed on the free speech rights of faculty. Tracy has filed a federal civil rights lawsuit against the university, with trial set to begin November 27, 2017. Tracy received his PhD from University of Iowa. His work on media history, politics and culture has appeared in a wide variety of academic journals, edited volumes, and alternative news and opinion outlets. Additional information is available at MemoryHoleBlog.com, TracyLegalDefense.org, and jamesftracy.wordpress.com.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca